

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ce-n-est-qu-un-debat-continuons-le-combat>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°62 > **Ce n'est qu'un débat, continuons le combat**

**29 octobre 2014**

## Ce n'est qu'un débat, continuons le combat

**Du 28 janvier au 27 mai, la Commission de la défense nationale et des forces armées a organisé un cycle d'audition sur la dissuasion nucléaire. Une première sous la Ve République ! Certes, nous sommes encore loin de l'ouverture d'un véritable débat démocratique. Mais le tabou sur l'arme nucléaire serait-il en train de s'effriter ?**

L'objectif de la Commission de la défense, en organisant ces auditions, est très clair : éviter que la question ne lui échappe et que les quelques interpellations qui ont émergé sur la pertinence ou non du maintien de notre force de frappe lors du débat à l'automne dernier sur la Loi de programmation militaire 2014-2019 ne fassent tâche d'huile ! Pourtant nous étions encore loin d'un large appel des parlementaires au désarmement nucléaire de la France ! Les questions portaient essentiellement sur le coût de cette arme compte tenu de l'austérité budgétaire et sur la nécessité de garder deux composantes. Mais elles n'émanaient pas seulement des opposants "traditionnels" comme les écologistes ou les communistes. Quelques socialistes, des centristes commençaient également à s'interroger. C'en était trop !

Ce cycle sur la dissuasion nucléaire a démarré le 28 janvier dernier par l'audition du chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique, Bruno Tertrais, chantre du maintien de cette arme comme garante de notre sécurité, au mépris de la sécurité des autres et de l'encouragement à la prolifération que cela représente. Et elle s'est terminée par celle de Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), et de Daniel Verwaerde, directeur des applications militaires du CEA.

Ainsi, jusqu'à fin mai, ce sont 13 séances qui ont été organisées permettant d'auditionner 24 personnes : chercheurs, responsables militaires, aumôniers militaires des différents cultes, patrons de l'industrie concernée, et — là aussi une première ! — trois personnes figurant parmi les "opposants" à la politique officielle. À savoir le général Norlain (co-auteur de Arrêtez la bombe !), Jean-Marie Collin (directeur France du PNND, Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement) et l'auteur de cet article, directeur de l'Observatoire des armements. Mais un sacré déséquilibre ! Comme si le choix de la dissuasion nucléaire était une simple question de stratégie militaire et non pas un choix global impliquant l'ensemble de la société...

Bien sûr, avec Jean-Marie Collin, lors de notre audition nous avons pu questionner notamment la non-

utilité des armes nucléaires ainsi que le non-respect par la France de ses propres engagements, qu'elle a contractés en faveur du désarmement en ratifiant le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). De même, nous avons soumis plusieurs propositions qui permettraient à la France de ne plus se retrouver accusée par une large partie de la communauté internationale d'être un frein aux avancées du désarmement. Et aussi, aux parlementaires de retrouver tout le rôle de contrôle de l'activité du gouvernement et d'initiative qui devrait être le leur.

Ouverte à la presse, ces auditions n'ont toutefois suscité que très peu de médiatisation de la part des journalistes. Une occasion ratée ?

Certes, la publication d'un recueil de l'ensemble des auditions est prévu, les vidéos sont toujours disponibles sur le site de l'Assemblée nationale... [1] Mais le risque est grand de voir le débat clos avant même d'avoir démarré ! À moins que nous profitions de cette initiative pour aller interpeller nos élus afin d'exiger l'ouverture d'un large débat en faveur du désarmement nucléaire.

Patrice Bouveret  
Directeur de l'Observatoire des armements  
[www.obsarm.org](http://www.obsarm.org)

---

## Notes

[1] Les comptes rendus des auditions sont disponibles sur :  
[www.assemblee-nationale.fr/commissions/59046\\_tab.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/commissions/59046_tab.asp)